

# Conclusions 2021 du département du Travail des États-Unis sur les pires formes de travail des enfants

## Tchad

En 2021, le Tchad a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a créé un Mécanisme relatif à la protection et à l'assistance des victimes de traite des personnes soulignant les procédures opérationnelles standard pour les cas présumés de traite des personnes, notamment concernant des enfants. En outre, le gouvernement a créé un Comité technique multisectoriel de lutte contre le trafic illicite des migrants et la traite des personnes et, avec l'aide de l'Organisation internationale pour les migrations, a dispensé une formation sur la traite des personnes aux responsables du judiciaire. Toutefois, au Tchad, des mineurs sont livrés aux pires formes de travail des enfants, notamment dans le travail forcé dans le cadre de la garde du bétail et des services domestiques. Par ailleurs, le gouvernement n'a pas produit de données suffisantes sur les efforts des services de répression et ne dispose d'aucune politique active pour s'attaquer au travail des enfants, notamment dans l'exploitation sexuelle commerciale et le travail forcé.

Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants		
Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que la législation interdise expressément l'utilisation, l'offre ou l'obtention d'enfants à des fins illicites.	2011 – 2021
	Relever l'âge minimum d'admission à l'emploi pour qu'il corresponde à l'âge de fin de scolarité obligatoire.	2018 – 2021
Application	Veiller à ce que la population connaisse et comprenne le rôle des forces de l'ordre.	2016 – 2021
	Renforcer l'Inspection du travail en fournissant aux inspecteurs des moyens suffisants (formation, transports, budget, etc.) pour effectuer leurs inspections, tant dans le secteur formel qu'informel.	2014 – 2021
	Recueillir, conserver et publier des données sur les efforts des services de répression dans une base de données centralisée, notamment des informations sur le budget de l'Inspection du travail, le nombre et le type d'inspections effectuées, si des infractions ont été constatées, des sanctions imposées et des amendes perçues, ainsi que le nombre d'enquêtes judiciaires effectuées, d'infractions constatées, de poursuites lancées, de condamnations obtenues et d'amendes perçues.	2014 – 2021
	Créer un mécanisme permettant au ministère de la Fonction	2021

<b>Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants</b>		
<b>Domaine</b>	<b>Mesure proposée</b>	<b>Année(s) où elle a été proposée</b>
	publique, de l'Emploi et de la Concertation sociale de recevoir les plaintes associées au travail des enfants.	
	Augmenter considérablement le nombre des inspecteurs du travail pour qu'il corresponde aux avis techniques de l'OIT.	2012 – 2021
	Veiller à un financement suffisant pour les organismes d'application du droit pénal, à la formation de leurs agents, et à l'application des sanctions prononcées aux termes de la loi.	2015 – 2021
	Veiller à ce que le judiciaire reçoive des moyens suffisants, notamment des formations et un budget pour ses infrastructures, afin de juger des affaires avec efficacité et gérer les données sur les pires formes de travail des enfants.	2021
	S'assurer que l'on dispose d'un nombre suffisant de prestataires pour les enfants rescapés de la traite afin d'éviter que ceux-ci soient logés avec leurs trafiquants.	2020 – 2021
Coordination	Veiller à ce que les comités de coordination soient actifs et disposent des ressources nécessaires pour mener à bien leurs missions.	2014 – 2021
Politiques gouvernementales	Adopter une politique de lutte contre toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants au Tchad et veiller au financement intégral et à la mise en œuvre complète des politiques existantes.	2009 – 2021
	Veiller à la prise de mesures visant à mettre en œuvre les politiques fondamentales relatives au travail des enfants pendant la période visée par le rapport et à la publication de données sur ces mesures.	2020 – 2021
Programmes sociaux	Veiller à l'accès à l'éducation pour tous les enfants en éliminant les frais liés à la scolarité, en augmentant le nombre d'écoles, de niveaux, de salles de classe et d'enseignants disponibles dans l'ensemble du pays, notamment pour les enfants des camps de réfugiés, en mettant en œuvre des programmes pour augmenter les inscriptions des filles et en veillant à des adaptations pour les enfants qui présentent un handicap.	2014 – 2021
	Veiller à ce que chaque enfant se voie délivrer un acte de naissance, car il peut être nécessaire pour s'inscrire à l'école.	2014 – 2021
	Veiller à ce que les programmes existants reçoivent des fonds adéquats afin de soutenir les victimes du travail des enfants dans l'ensemble du pays, et que les programmes sont mis en œuvre	2016 – 2021

**Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants**

<b>Domaine</b>	<b>Mesure proposée</b>	<b>Année(s) où elle a été proposée</b>
	comme prévu.	
	Établir ou développer des programmes fournissant des services aux enfants impliqués dans les pires formes de travail des enfants, notamment le travail forcé des enfants dans le cadre de la garde du bétail, des services domestiques et de l'exploitation sexuelle commerciale.	2009 – 2021